



GM&S : leur combat est aussi le nôtre !

Bénéfice pour les constructeurs

La sous-traitance automobile est du pain béni pour les constructeurs. Cela leur permet de mettre en concurrence les équipementiers pour tirer les coûts vers le bas quelque soit les conséquences pour des milliers de familles. Même principe que pour la grande distribution qui profite de sa situation de quasi monopole pour étrangler les producteurs ! Et dans la décennie écoulée, les faillites (ou présentées comme telles) se multiplient chez les équipementiers de l'automobile, alors que pour les constructeurs, c'est le beau fixe.

Avec en plus, les patrons voyous !

En plus du diktat des constructeurs, l'usine de La Souterraine avait été dépecée précédemment par les dirigeants d'Altia : ils se payèrent des salaires mirobolants grâce à l'arrosage d'argent public, à des transferts de compte et des jeux d'écriture et ils mirent les locaux en SCI pour continuer à percevoir 240 000 € de loyer annuel ! A ce jour, malgré les plaintes déposées depuis 2014, ils continuent avec d'autres entreprises leur boulot de prédateurs !

Alors oui, les travailleurs de

GM&S ont mille fois raison de se battre pour refuser ce qui semblait être inéluctable, la fermeture de leur entreprise. De se battre contre les constructeurs Renault et PSA, et d'obtenir près de 10 millions d'euros de commandes supplémentaires.

Et ce n'est que justice car depuis 30 ans, la majorité de ces 277 salariés ont

fabriqué les pièces, à moindre coût pour Renault et PSA, leur permettant entre autre, de rémunérer leurs dirigeants et actionnaires à prix d'or.

Mille fois raison de se battre contre le gouvernement Hollande, et celui de Macron qui a pris la relève pour faire la même chose : « On vous soutient, mais nous ne sommes pas le Père Noël ». Pourtant le gouvernement a les moyens d'imposer la poursuite de l'activité du site avec tout le personnel. S'il n'utilise pas ses pouvoirs, c'est qu'il ne veut pas s'en prendre à la classe capitaliste : il est dans leur camp.

Huit mois de lutte

Huit mois que les travailleurs s'opposent à liquidation. A trois reprises, le tribunal a accordé un sursis. Mais vendredi 23 juin, la seule proposition est une reprise par GMD, autre équipementier automobile, avec seulement de 110 à 180 travailleurs. Lundi 26 juin, la majorité des salariés ont finalement accepté cette proposition en demandant le prolongement de la période d'observation au 30 septembre et des indemnités de départ supra-légales pour les licenciés. Mardi 27, le gouvernement a refusé toutes discussions sur ces propositions... pour finalement les reprendre quand les salariés ont enflammé la cour de l'usine.

La lutte des travailleurs de GM&S est un bras de fer avec le gouvernement et les constructeurs. Plus que jamais, ils ont besoin de notre solidarité active pour ne pas faire les frais d'une situation dramatique pour des centaines de familles, situation dont ils ne sont nullement responsables.

Droit du travail : l'offensive se précise, préparons la riposte

Maintenant que l'OPA « En Marche » est achevée, le PDG Macron entend lancer sans attendre la grande « restructuration » du pays au nom de la « compétitivité » (traduire : des profits patronaux). Dans la continuité de la loi El Khomri, il s'agit de systématiser les chantages à l'emploi avec baisse des salaires et suppressions d'effectifs, de légaliser toutes les attaques contre ce qui reste des droits collectifs des travailleurs et de faciliter encore les licenciements. C'est du moins ce qu'ils espèrent nous imposer.

En légiférant par ordonnances, Macron espère prendre de vitesse toute tentative d'organiser une mobilisation contre sa loi Travail 2. Pour l'heure, il a même réussi à embarquer dans la comédie du « dialogue social » les responsables des confédérations syndicales. Ce qui, heureusement, a suscité des réactions de mécontentement et d'opposition de la part de bon nombre de structures syndicales locales ou régionales et de militants d'entreprises, pour qui c'est la mise en ordre de bataille face à cette guerre sociale annoncée qui devrait être à l'ordre du jour.

Madrange avalé par Cooperl

La Financière Turenne Lafayette a finalement été démantelée suite au décès de son unique actionnaire et à la révélation des comptes truqués du groupe. L'État s'étant empressé de mettre 60 millions sur la table, en cadeau au repreneur.

C'est Cooperl Arc Atlantique qui a pris les commandes du pôle charcuterie du groupe FTL : une bonne affaire pour ce mastodonte de l'agroalimentaire, numéro 1 du porc en France. Cette coopérative bretonne est organisée en filière essentiellement autour du porc (mais aussi bovins et volailles) : cela va de la vente d'aliments, de bâtiments, à la transformation du lisier, en passant par l'abattage et la transformation de la viande.

Cooperl s'engraisse sur le dos de tous : en 2015, Cooperl (avec Bigard) refusait de garantir un prix minimum d'achat aux éleveurs de porcs en lutte ; en mars 2016, des salariés de l'usine de Lamballe (22) se mettaient en grève pour l'amélioration de leurs conditions de travail et des salaires.

Avec les patrons de la Cooperl, c'est la course aux profits comme avec FTL ou Madrange ! Les dirigeants de la Cooperl se sont engagés à maintenir tous les emplois sur 2 ans. Pourquoi seulement 2 ans, et à quel prix ?

Nouvelle Région : coupes sombres à la SNCF

Suppressions de postes multiples, au guichet, à la manœuvre et dans les gares, c'est la conséquence de la nouvelle réorganisation à la SNCF où la direction régionale du Limousin s'est enfuie à Bordeaux avant de projeter cette « réorganisation ».

Les cheminots ont protesté à juste titre, craignant pour la sécurité des lignes, l'accueil des usagers et leurs conditions de travail.

Lundi 26 juin, ils étaient plus d'un millier à aller dire leur fait à leur propre direction à Bordeaux, et à celle du Conseil Régional en charge des TER. Usagers et cheminots, nous avons tous intérêt à être solidaires contre ce qu'ils nous préparent.

Déjà des gagnants : les marchands d'armes

Sur fond de tensions croissantes entre l'Arabie saoudite et le Qatar, les trusts américains de l'armement ont conclu, en deux mois, des contrats bien juteux avec l'un comme avec l'autre. Boeing et Lockheed Martin vont ainsi vendre pour 40 milliards de dollars d'armes au premier et pour 12 milliards au second.

L'État américain, comme l'État français, sont prêts à mettre de l'huile sur le feu pour le profit de leurs trusts. Que les rivalités éclatent en conflit armé ou pas, les marchands d'armes sont déjà gagnants et les populations en paieront le prix. Mettons fin à cette barbarie !